

TOUTES LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ...

LA VIE - 23/8/90
Ghassan Salamé, 39 ans,
directeur de recherche au CNRS, spécialiste du Moyen-Orient — il a enseigné à Beyrouth et aux Etats-Unis —, nous livre son scénario sur les suites de l'invasion du Koweït.

— *Risque-t-on de voir éclater une guerre entre l'Irak et les Etats-Unis ?*

— Oui. Pour trois raisons. 1/ Les Etats-Unis, comme l'Irak, ont accumulé de part et d'autre un arsenal d'armes puissantes, nombreuses, et ultra-sophistiquées. Mentionnons simplement la présence dans le Golfe de 22 des avions « furtifs » américains, pratiquement invisibles à la détection radar ! Or, l'Irak comme les Etats-Unis ont montré qu'ils pouvaient se lancer dans des aventures mal calculées (il y a eu le Vietnam, pour les Etats-Unis ; la guerre contre l'Iran, pour l'Irak). 2/ L'opinion publique américaine

risque de ne pas comprendre pourquoi le corps expéditionnaire américain qui lui coûte si cher (l'addition s'élèvera à 1,2 milliard de dollars d'ici fin septembre) reste l'arme au pied. Avec d'autant plus d'impatience si les 3 100 otages américains détenus en Irak sont directement menacés. 3/ L'étincelle peut venir aussi du blocus naval imposé par les Etats-Unis à l'Irak. Le dernier week-end, à deux reprises, des pétroliers irakiens ont essuyé des coups de semonce. Il suffirait d'un coup au but... L'Irak a déjà prévenu que ce serait un acte de guerre.

— *Que penser de l'efficacité de la force multinationale déployée tout autour de l'Irak ?*

— D'abord, il ne faut pas se leurrer : la force multinationale est avant tout américaine. Or, les Etats-Unis ne sont pas une puissance neutre. Ils sont même perçus par la majorité du monde arabe comme une puissance hostile, parce qu'alignée sur Israël. L'aide

américaine à Israël se monte chaque année à 3,2 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont opposé leur veto à des dizaines de résolutions du Conseil de sécurité qui entendaient condamner Israël pour des actes contraires au droit international, dans des territoires qu'Israël occupe illégalement depuis 23 ans. En se déployant dans le Golfe, les Etats-Unis ont donné le prétexte à Saddam Hussein d'appeler la Nation arabe à combattre les « forces du mal ».

— *Saddam Hussein est-il si populaire que cela auprès des populations arabes ?*

— Non. Il n'a rien de très charismatique ! Saddam Hussein est l'un des dirigeants les plus autoritaires et les plus sanguinaires que le monde arabe ait jamais connu. Et gardons-nous de croire que l'aspiration à la démocratie soit l'exclusivité des Tchèques ou bien des Polonais ! Les Arabes de la rue sont eux aussi sensibles à l'appel de la démocratie. Saddam Hussein n'est donc pas leur modèle ! Mais la position irakienne a remué, chez eux, une vieille nostalgie : celle de « Suez » (la nationalisation du Canal par Nasser, en 1956). Nasser avait perdu la bataille militaire, mais gagné la bataille politique (les forces franco-israélo-britanniques avaient été obligées de se retirer). « Suez » était le sursaut d'une population humiliée qui voulait s'assurer le contrôle de ses ressources nationales, tombées entre des mains étrangères ! Or, aujourd'hui, que voit-on ? L'Irak, un pays appauvri, qui accumule 70 milliards de dollars de dettes, « récupère » un pays, le Koweït, qui possède pour plus de 100 milliards de dollars

d'avoirs à l'étranger ! C'est du moins ainsi que l'on voit les choses dans les rues de Tunis, d'Amman ou de Khartoum...

— *Fallait-il condamner l'Irak au regard du droit international comme l'a fait, à l'unanimité, le Conseil de sécurité des Nations unies ?*

— Certainement. Toute invasion, toute annexion par la force d'un Etat voisin est une violation très grave du droit international. Cela dit, il faut relativiser. 1/ L'homme de la rue arabe est choqué par l'application sélective du droit. Les Libanais (qui sont occupés depuis 15 ans notamment par les Syriens) tout autant que les Palestiniens ont droit, comme les Koweïtiens, à l'application du droit international. Le couperet, brandi sur l'Irak, leur paraît de la plus haute hypocrisie. 2/ Le droit, en l'occurrence, est contraire à l'équité. Comment pourraient coexister, au sein d'une même famille arabe, des Etats surendettés, frappés par l'explosion démographique,

par la récession économique (au total, 190 millions d'Arabes), et quelques émirats riches (au total 10 millions de nationaux) qui placent leur fortune en Occident ? 3/ Le droit international est né en Europe où les frontières et les Etats ont été façonnés par des siècles d'histoire. La frontière entre la France et l'Allemagne sépare deux Etats-nations bien réels. Dans un monde arabe qui utilise la même langue, la même religion (l'islam à 90 %), le même mode de vie, la plupart des quelque 20 Etats arabes ne sont que des accidents de l'histoire. Seule une poignée, comme l'Egypte, ou le Maroc, peut se prévaloir du titre d'Etat-nation...

— *Pourquoi les Etats-Unis ont-ils réagi aussi vigoureusement ?*

— 1/ Ils n'apprécient pas la montée en puissance de l'Irak, ni la montée en puissance de n'importe lequel des pays arabes. Ceci, pour des raisons qui tiennent à la sécurité d'Is-

raël et à la maîtrise américaine de la région. 2/ Le Koweït est un pays pro-occidental, et riche en pétrole. 3/ Les Etats-Unis ont utilisé le faux pas de Saddam Hussein pour consolider durablement leur présence dans la région. Malgré les apparences, le pétrole du Golfe est vital pour eux. Pour l'instant, ils importent plus de la moitié de leur consommation auprès de pays comme le Venezuela ou le Mexique... A la fin de ce siècle, ces nappes seront amoindries. Les Etats-Unis devront importer les deux tiers de leur consommation essentiellement du Golfe. Depuis leur intervention navale contre l'Iran (1987-1988), les Etats-Unis n'ont cessé de maintenir une présence navale — réduite — dans la région et ce, dans des conditions techniquement insupportables : pour des raisons de politique intérieure, le Koweït ou l'Arabie Saoudite se montraient très réticents à leur accorder des facilités d'intervention. Depuis l'invasion du Koweït, les Américains ont

obtenu tout ce qu'ils réclamaient. Ils ne se retireront pas de sitôt.

— *Reste-t-il encore une place pour la négociation, bien que Saddam Hussein — et le président américain Bush — paraissent tous deux décidés à aller jusqu'au bout ?*

— Oui. On pourrait imaginer — par exemple — d'offrir à l'Irak, en échange de son retrait du Koweït, des compensations de nature territoriale et financière. Saddam Hussein — tout comme le président américain Bush — a fait de sa position une affaire d'amour-propre. Le temps se charge de guérir ce genre de blessure. L'amour-propre est une marchandise échangeable...

Propos recueillis par
PHILIPPE DEMENET ■